



Syrie : Comment les médias français intoxiquent l'opinion publique

Par [François Belliot](#)

Mondialisation.ca, 23 février 2015

[arretsurinfo.ch](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Ce texte, écrit en 2013, inaugure une suite de chroniques , de l'écrivain François Belliot [à paraître sur Arrêt sur Info *], consacrées au décryptage de la propagande répandue par les « grands » médias français au sujet de la guerre en Syrie.

I - Un débat truqué à l'Institut du Monde arabe

*Introduction **

Depuis bientôt deux ans les événements de Syrie sont couverts de façon unilatérale et caricaturale dans les médias traditionnels français (cette remarque peut être étendue à tous les pays situés dans la zone OTAN ou celle du Conseil de coopération du Golfe). Pour ceux-ci, nous aurions affaire, en Syrie comme en Libye, à « un dictateur sanguinaire qui massacre son propre peuple ». Face à lui, une opposition courageuse, démunie, et pacifique qui, dans le sillage du « printemps arabe », voudrait s'émanciper en vain d'une ignoble tutelle. Les dizaines de milliers de morts depuis le début de la crise seraient, dans des proportions écrasantes, dues aux exactions des troupes loyales au régime baathiste. Voilà à peu près ce que l'on entend, quotidiennement, depuis 2 ans, martelé sur TF1, Le Monde, France Inter, Le Point, Libération, Le Figaro, etc.

Cette propagande n'est pas seulement une propagande « d'État », dans le sens où seul l'État en serait le responsable et l'auteur, mais une propagande dans laquelle viennent s'imbriquer l'État (en particulier par la voix du ministre des Affaires étrangères), la totalité des médias possédés par des grands groupes privés, et des institutions de l'État, enfin des associations qui vont servir de force militante pour organiser des « événements », en profitant largement de millions d'euros venus d'on ne sait où. Tout ce monde-là fonctionne main dans la main et agit comme un rouleau compresseur, pour imposer dans l'opinion une version officielle mensongère et rendre inaudible tout point de vue contestataire.

Nous allons analyser et décrypter cette propagande répandue par les médias traditionnels français au sujet de la guerre en Syrie dans une suite de chroniques que nous inaugurons ici par un compte rendu détaillé d'un débat sur la Syrie tenu à l'institut du monde arabe le 24 février 2013. Ce débat était à l'évidence truqué dans les grandes largeurs, et, comme nous allons le voir, ceux qui y ont participé ont proféré les mensonges les plus incroyables.

Compte-rendu du débat du 24 février 2013

Dimanche 24 février, l'Institut du Monde arabe (IMA) organisait une « journée de solidarité avec le peuple syrien ». Divers événements se sont ainsi succédé pendant 12 heures entre midi et minuit : concerts, expositions, présentations d'ouvrages, et débats. L'initiative venait du nouveau président de l'institut, Jack Lang, et était co-organisée par I télé et le quotidien Le Monde.

Si l'intitulé de la « journée » pouvait laisser présager un traitement neutre de la crise syrienne, dans les faits c'était, comme nous allons le voir clairement une journée de soutien à « l'opposition armée syrienne » appelant à la chute du régime de Bachar el-Assad. C'est flagrant si l'on ne considère que le moment fort de la journée, qui consistait en un « débat » sur le « devenir de la Syrie ». Il a eu lieu de 14 h à 16 h 30 dans la salle du Haut-Conseil. Il était animé par Abderrahim Hafidi, animateur de l'émission « Islam » sur France 2. Les caméras de télévision étaient nombreuses, parmi lesquelles : France 24, TV5, et bien sûr, I télé.

Dix personnalités et intellectuels avaient été conviés à ce « débat », parmi lesquels, clou de l'aréopage, « l'ambassadeur représentant » de la « Coalition nationale syrienne » à Paris, Monzer Makhous. Tous les intervenants étaient des adversaires résolus du régime syrien et du président Bachar el-Assad, et entièrement acquis à la version de la crise syrienne quotidiennement martelée dans tous les grands médias depuis deux ans.

Nous avons assisté à ce débat. Nous étions curieux de voir jusqu'à quel point les organisateurs et les intervenants étaient capables de pousser la mascarade. Tout habitués que nous soyons aux mensonges de la version officielle, à la violence verbale de ceux qui dénoncent le régime syrien et son président Bachar el-Assad, nous pouvons dire que ce dimanche 24 février, tous les records ont été battus en terme de mauvaise foi, de mensonges, d'amalgames, et de violence verbale.

Le débat fut lancé par une courte allocution de Jack Lang, dans laquelle il remercia les équipes de l'IMA, et les associations de soutien qui s'étaient beaucoup mobilisées pour cet événement. M. Hafidi ensuite introduisit le « débat ».

Je diviserai le compte-rendu de ce débat en deux parties. Dans la première je résume brièvement chacune des interventions en en soulignant les points les plus marquants. Dans la seconde j'entre dans le détail des mensonges les plus énormes avancés par les intervenants, et des conditions douteuses dans lesquelles ce débat a été organisé et mené.

Abderrahim Hafidi, présentateur de l'émission « Islam » sur France 2



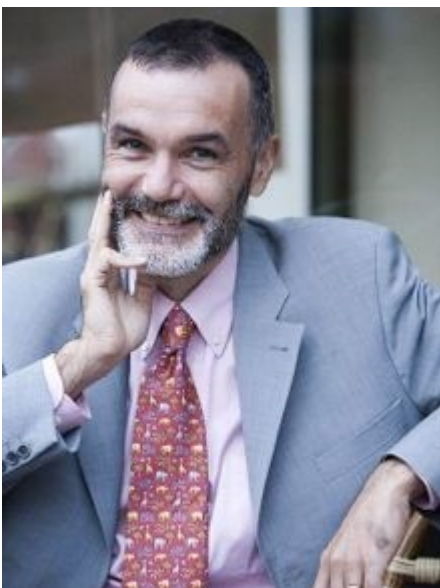
Abderrahim Hafidi, journaliste français d'origine marocaine.

L'animateur de ce « débat », sans doute pour respecter la neutralité de sa position, dénonça les « châtiments barbares d'un gouvernement qui n'a ni cœur ni miséricorde. » Il appela à la conscience internationale. Il invoqua la mémoire d'Albert Camus. Il soutint qu'il fallait « combattre pour la liberté du peuple syrien ». Il se félicita de la présence de journalistes du Monde et de Libération à cet événement.

Il présenta les divers intervenants, et annonça que leurs interventions seraient suivies d'un échange avec le public. Pour introduire le débat, il dit qu'ils avaient trouvé opportun de commencer par la lecture d'un poème.

Le poème, intitulé « La dame de Damas », de Jean-Pierre Filiu, fut lu avec emphase par une chanteuse/poétesse nommée Sapho. C'était un réquisitoire sans concession contre le régime d'el-Assad. N'entrant dans le détail d'aucun fait ni d'aucun argument, mais plein de pathos et de cris de rage, ce poème émut considérablement le public qui applaudit longuement. En terme de conditionnement par l'émotion il était difficile de faire mieux. M. Hafidi passa ensuite la parole aux autres intervenants.

Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po



Diplomate, Jean-Pierre Filiu fut premier conseiller de l'ambassade de France à Damas de 1996 à 1999.

L'auteur du poème fut le premier à prendre la parole. Présenté comme un « spécialiste », il était visiblement encore dans son poème. Son intervention fut la dénonciation en prose de ce qu'il avait écrit en vers. Il s'indigna de ce que le « barbare Bachar » fût « toujours à l'ONU ». « Ce qui tue les Syriens, c'est Bachar », affirma-t-il. Nous avons là affaire à « un régime infâme », « qui tue, abat, viole son peuple ». Il appela de ses vœux la comparution de Bachar el-Assad devant la Cour pénale internationale (CPI). Il conclut en avançant que « les personnes qui se battent ont le droit d'être armés. » Cette intervention ne contenait presque aucun fait et transpirait l'indignation violente à chaque mot.

Monzer Makhous, « ambassadeur représentant de la Coalition nationale syrienne »



Monzer Makhous, géologue syrien, spécialiste du pétrole.

Beaucoup des personnes qui s'étaient déplacées étaient curieuses, en particulier, de voir et entendre cette figure du déjà célèbre Conseil national syrien. Pour le coup je crois que tout le monde fut déçu. Il est impossible de résumer son intervention qu'il fit dans un français extrêmement incertain et dans des phrases peu construites. C'étaient des blocs de mots qui s'enchaînaient ; parfois sans liens logiques. Il fustigea l'ONU, remarquant que les deux résolutions proposées avaient certes été votées par deux membres de Conseil de sécurité, mais que l'immense majorité des autres pays avaient voté contre (135 contre 9 pour l'une). En conséquence de quoi on pouvait déduire que le Conseil de sécurité ne valait rien. Il évoqua un attentat dans lequel étaient morts de nombreux enfants, l'imputant au régime. Sur la question des groupes terroristes islamistes semant la terreur, il avança que le régime était le premier responsable du terrorisme, qu'il avait tout fait pour le faire émerger, afin de se donner un prétexte pour réprimer. Il conclut en rendant hommage à Omar Aziz, mort selon lui « sous la torture » du régime d'Assad la semaine dernière.

Des membres arabophones de la Coordination font remarquer que l'homme s'exprime aussi mal en arabe qu'en français, et que sa conversation dans cette langue est tout aussi approximative et incohérente. Voilà le genre d'homme qu'on trouve dans le Conseil de transition syrien.

Ziyad Majed, professeur à l'université américaine de Paris



Ziyad Majed est un universitaire libanais .

Pour M. Majed, au diapason du premier orateur (et de l'animateur), le régime syrien fait preuve d'un « imaginaire criminel rare », et est animé du « plaisir sadique de punir des esclaves ». On ne s'inquiète pas assez du « possible usage de l'arme chimique ». Chaque mois le régime est réduit à recourir à « une stratégie plus violente ». Nous avons là affaire à un « régime barbare qui n'hésite pas à massacrer son peuple ». Au départ, prétend-il, il n'y avait pas de terrorisme. Pendant 6 mois les manifestations ont été pacifiques. Il devenait urgent, à présent, d'armer l'opposition. Gravement, il rappela que dans ces circonstances, « ce sont les journalistes qui ont la lourde responsabilité d'informer ».

Ziyad Majed fut le seul des 10 intervenants à s'expliquer sur l'absence de points de vue contradictoires à ce colloque. « À l'époque de l'apartheid, aurait-on accepté que dans un débat la parole soit donné à des tenants du suprématisme blanc ? » Ou quelque chose comme ça... comparaison d'autant plus ignoble qu'il ne jugea pas utile d'expliquer la pertinence de ce parallèle. Le public était ainsi amené, insidieusement, à considérer les contestataires de la version officielle de la crise syrienne comme des racistes tenants d'une idéologie inacceptable.

C'est du reste d'une ineptie totale de faire ce genre de rapprochements entre des affaires qui n'ont strictement rien à voir entre elles.

Jack Ralite, ancien ministre



Jack Ralite, ancien ministre communiste (1981-84).

Comme les deux intervenants précédents, Jack Ralite alla de sa diatribe contre Bachar el-Assad, un « bourreau haineux », « un dictateur massacreur qui tue son peuple ». Il se risqua à interpréter la présence de djihadistes sur le sol syrien : c'était une « histoire que certains grossissaient ». Il remercia l'engagement résolu de l'Institut du Monde arabe et se félicita de l'avancée de la mobilisation française. Son intervention fut la plus creuse car il n'avança strictement aucun fait, et pour se donner du crédit multiplia les références pédantes à des sources livresques complètement hors-sujet. Nous eûmes ainsi droit à des citations de Camus, de René Char, de Hölderlin, de Boulez, de Bukowski, d'Aragon, de Ricoeur. L'homme parlait avec emphase et semblait heureux d'étaler sa culture.

Remarquons que dans cette liste se trouvent des résistants comme René Char, dont il a souillé la mémoire (peut-être sans s'en rendre compte, mais le mal est fait) en les citant dans ce genre de contexte.

Basma Kodmani, politologue

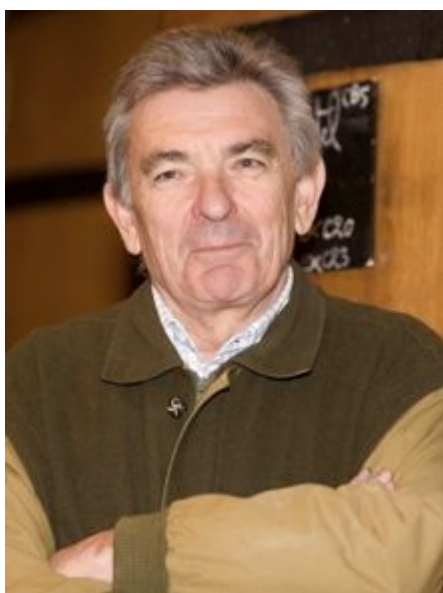


Basma Kodmani.

L'intervention de Bassma Kodmani fut des plus étranges. Elle se lança dans un très curieux développement sur des conversations qu'elle avait eues avec des jeunes de la rébellion. Elle était émerveillée par ceux qui découvraient la liberté, qui enfin pouvaient commencer à respirer. Ces jeunes gens avaient vu des choses affreuses, et passaient rapidement du rire aux larmes et inversement. Il fallait voir comme ces jeunes chantaient avec cœur, s'émut-elle. La révolution permettait aux Syriens, selon elle, enfin de se parler. Elle rapporta l'anecdote d'un Syrien qui s'émerveillait d'avoir, pour la première fois de sa vie, rencontré un chrétien. Dans le propos de Mme Kodmani, pas le moindre fait, pas le moindre argument, juste ces histoires de jeunes qui passent du rire aux larmes. En revanche elle jouait à fond sur l'émotion.

En présentant Bassma Kodmani, M. Hafidi aurait pu mentionner les informations suivantes : Bassma Kodmani a fait toute sa carrière aux États-Unis. Elle n'a aucun ancrage sur le terrain. Elle a travaillé pour la NED, a été directrice de la branche régionale de la Ford Foundation au Caire, et assisté à plusieurs forums du Club de Bilderberg. Co-fondatrice du conseil national de transition syrien (jusqu'à sa démission en août 2012), elle est considérée par le reste de l'opposition comme « la principale représentante des intérêts des États-Unis ».

Jean-Pierre Perrin, grand reporter pour Libération



Jean-Pierre Perrin, journaliste à Libération.

Il commença par se présenter comme quelqu'un ayant « écrit sur la Syrie depuis 20 ans ». Il revint d'abord longtemps sur les événements de Hama de 1982, qui vit entre 15 000 et 25 000 Syriens tués [1]. À l'époque, rapporte-t-il, ces événements n'eurent pas le moindre écho, et l'homme en était désespéré. Il rapporta quelques anecdotes poignantes de témoins de ces massacres dont il avait recueilli le témoignage, il y a une quinzaine d'années. Quant à la situation actuelle, il voulut souligner la place très particulière de la torture en Syrie. « On torture dans tous les pays arabes, affirma-t-il, mais en Syrie on torture pour torturer ». Cela témoigne d'une « forme de perversité assez extraordinaire ». On a pu observer selon lui que les services, souvent, se livraient entre eux à des « compétitions » pour savoir lequel était capable d'atteindre le plus haut degré de cruauté dans la torture. Il signala qu'au début de la crise, des enfants avaient été torturés.

Il rappela l'anecdote d'une personne lui ayant affirmé avoir été torturée dans les années 80... parce qu'elle parlait le français dans la rue. Ceux qui croient que le français et son apprentissage sont interdits en Syrie, peuvent chaque jour le constater en visionnant le journal d'informations quotidien en français sur la chaîne gouvernementale.

Cette anecdote est aussi grotesque que celle du jeune Syrien qui était heureux de rencontrer (enfin) un chrétien pour la première fois de sa vie. Il conclut son intervention en indiquant qu'au vu de la gravité de la torture en Syrie, il adoptait moins une posture de « journaliste », qu'une posture « humaniste ». Il aurait pu aussi s'excuser de s'être trompé de sujet en parlant essentiellement des événements de Hama (et en oubliant de préciser que la réaction du régime en 1982 répondait en partie à une série d'attaques terroristes de mercenaires infiltrés depuis la Jordanie et l'Irak, dans un contexte comparable à maintenant).

Fabrice Weismann, conseiller à la direction des opérations de MSF



Fabrice Weismann coordinateur de CRASH, la Fondation de Médecins sans frontières.

De toutes les interventions, celle de M. Weismann fut la plus factuelle et la plus mesurée. Il commença par préciser qu'il ne pouvait parler que « des zones contrôlées par l'opposition ». Le problème de ces zones, c'est que le gouvernement syrien a le monopole de l'aide humanitaire. Il est d'autant plus difficile d'acheminer l'aide dans ces zones que les opposants refusent souvent de recevoir une aide émanant du camp qu'ils combattent.

Dans ces zones, il y a de nombreux blessés, et on compte 3 blessés sérieux pour un mort. Les soins sont difficiles à prodiguer car selon lui l'armée syrienne (ce qui pour M. Weismann constitue sa spécialité), cible dans ses bombardements les hôpitaux et les dispensaires. S'il imputait cette situation à Bachar el-Assad il fustigea aussi la communauté internationale, qui pour lui se rendait coupable d'une démission humanitaire.

Cette intervention, exprimée sur un ton dépassionné et tout en nuances, est la seule qui apporta quelques informations authentiques au public. Il faut tout de même souligner le caractère grotesque de ce qu'il considère comme la spécialité de Bachar el-Assad : qui pourrait croire qu'un État détruit volontairement et systématiquement des infrastructures vitales qu'il a lui-même construites ?

Christophe Ayad, journaliste au Monde



Christophe Ayad, journaliste au Monde.

Le journaliste a commencé par rapporter une anecdote : à son retour en France, il s'entretient avec un commerçant qu'il connaît bien, et ce dernier se plaint de ce que la situation en Syrie ne serait plus couverte par les médias. À ce moment-là, le journaliste est saisi d'états d'âme, et se demande si, avec ses collègues, ils n'auraient pas fait leur travail sur la Syrie, s'ils n'auraient pas, finalement, assez insisté, n'auraient pas assez été relayés. Ce témoignage anonyme et non averti n'a absolument aucune valeur, et il faut un culot formidable pour avancer que « les-horreaux-du-régime-de-Bachar el-Assad » ne seraient pas assez couvertes par les grands médias, que les citoyens français n'en seraient pas assez informés.

Il a trouvé une nouvelle spécialité du régime syrien (une de plus !) : le fait de tirer avec des scuds sur les quartiers résidentiels, parfois très peuplés de civils. Il rapporta que 15 enfants auraient ainsi été tués par le régime. Il conclut son intervention en saluant la mémoire d'Olivier Voisin, photographe récemment mort sur le terrain dont il lut la dernière lettre envoyée à sa compagne. De la part d'un journaliste on se serait attendu à une vue d'ensemble de la situation, mais l'homme s'est concentré sur des anecdotes, vagues, des faits non étayés, des témoignages sans intérêt. Dans l'ensemble, il a essayé, comme Jean-Pierre Filiu (quoique sur un ton plus mesuré), de jouer sur l'émotion plus que sur la raison.

Une conclusion en chanson

Le « débat » avait commencé par un poème, il se termina par un poème et une chanson récitée par Sapho. Le poème de son cru était ampoulé et n'avait qu'un rapport lointain avec la crise syrienne. La chanson consistait en un début de vers arabes qui ne furent pas traduits et que personne ne comprit. De l'émotion, encore de l'émotion, et toujours de l'émotion...

Critique des aspects les plus choquants du « débat »

Faire un sort à tous les mensonges et approximations contenues dans ces dix interventions demanderait plusieurs dizaines de pages. Nous nous contenterons donc de souligner les principaux biais, en évoquant au passage quelques curiosités comme la nomination de Jack Lang à la tête de l'Institut du Monde arabe.

Des interventions qui vont toutes dans le même sens, et qui jouent sur l'émotion

C'est le principe de toute propagande de faire appel aux émotions plutôt qu'à la raison. En submergeant un auditoire ou un lectorat d'émotions, on éteint sa capacité de réflexion. Si en plus on joint à l'émotion la répétition, on obtient un effet puissant sur les citoyens non avertis.

Les intervenants ont systématiquement joué sur l'émotion lors de leurs interventions, et ils ont joué notamment sur la peur et l'indignation : ils ont rapporté ainsi plusieurs anecdotes d'enfants ou de groupes d'enfants tués et torturés. Ils ont systématiquement rendu coupable de ces exactions les troupes régulières du régime syrien, en apportant des éléments de preuve très vagues, ou pas de preuve du tout.

La propagande fonctionne avec des formules simples et bouleversantes. C'est ainsi qu'a été utilisée par presque tous les intervenants l'éculée mais très efficace formule de « l'horrible dictateur qui massacre son propre peuple ». Le même procédé a été utilisé par les grands médias pour préparer l'opinion au renversement de Kadhafi et de Saddam Hussein. C'est un grand classique qui marche toujours aussi bien pour préparer l'opinion à accepter la nécessité de la guerre.

La propagande fonctionne par la répétition des mêmes formules. Vu l'extrême similitude de la plupart des interventions (et leur pauvreté), le nombre d'intervenants aurait pu aisément être réduit de 10 à 3. Tous ont effet recouru à la même rhétorique simpliste, faite de formules chocs. Les auditeurs présents dans la salle ont entendu à de nombreuses reprises les mêmes slogans simplistes incitant à l'indignation contre Bachar el-Assad et « son » régime.

Il est significatif que ce débat qui n'en était pas un ait été introduit par un poème et clos par un poème et une chanson, qui jouaient sur l'émotion et n'entraient que de façon très superficielle dans les faits et les arguments. Clairement nous ne nous situons pas dans le domaine de la géopolitique, de l'histoire, et du journalisme, mais dans celui de la poésie, du chant, et de la propagande.

La propagande doit aller dans une direction unique. Aucune voix discordante ne doit se faire entendre. C'est pourquoi aucun contestataire de la version officielle ne devait être invité ou autorisé à prendre la parole.

Était-ce vraiment un débat ?

Sur le fascicule de présentation de la journée de soutien, il était mentionné que la table ronde devant se tenir de 14 h à 16 h 30 était un « débat ». Cet intitulé est mensonge, ce pourquoi nous l'avons mis entre guillemets depuis le début de ce compte-rendu. Les 10 intervenants, comme on l'a vu, ont débité, parfois au mot près le même discours et ne se sont jamais opposés sur le moindre point. Si, selon M. Perrin, les bourreaux syriens rivalisaient d'imagination dans la pratique de la torture, eux se livraient entre eux à une autre compétition, dont l'enjeu était de savoir qui allait trouver les mots les plus durs et les plus sales pour dénoncer « le régime d'Assad ».

Nous avons été choqués par ailleurs par la conclusion de ce « débat ». L'animateur de la table ronde, M. Hafidi, avait annoncé au départ une demi-heure d'échange entre les conférenciers et le public à la fin des prises de parole. Nous attendions ce moment avec

impatience, espérant pouvoir équilibrer les propos, tant la somme de mensonges proférés par les conférenciers était monstrueuse. Las, sans donner la moindre explication, l'animateur annonça qu'il n'y aurait finalement pas d'échange. Le mot « débat » se trouvait ainsi complètement vidé de sa substance, et la supercherie apparaissait dans toute sa lumière.

Terminons sur un point sur un détail : une femme contestant la version officielle voulut prendre la parole. Non seulement elle n'eut pas de micro, mais elle fut ignorée et sifflée, procédé que nous avons eu souvent l'occasion de constater dans ce genre de « débat ». Non seulement il est très difficile de pouvoir exprimer un point de vue différent, mais on encourt des sifflets, des propos insultants, et parfois des intimidations physiques. Cela reflète sans doute l'idée que les partisans en France de la « rébellion » se font de la liberté d'expression qu'ils veulent apporter au peuple syrien.

Rappelons enfin la comparaison avancée par l'un des intervenants pour justifier l'absence de voix discordante dans cet aréopage : contester la version officielle équivaldrait à défendre le régime d'apartheid en Afrique du sud. Comparaison lancée comme un pavé, sans argumentation, et qui ne peut donc être regardée que comme une grave insulte. Comparaison honteuse pour son auteur, Ziyad Majed, mais qui reflète bien la mentalité des participants.

L'hypothèse de l'instrumentation du terrorisme par le « régime »

Pour cet argument on peut parler de fable incroyable. Le nombre de morts chaque jour en Syrie avancé par l'OSDH ne donne pas de détails sur l'identité des victimes. Or dans les faits, les forces de l'ordre et l'armée essuient de lourdes pertes imputables à des groupes armés. Ils comptaient pour un tiers des victimes à un moment. Les membres de l'armée par ailleurs capturés par les mercenaires sont systématiquement torturés et assassinés. Comment le régime pourrait-il forger des groupes terroristes de toutes pièces, qu'il chargerait d'attaquer sa propre armée ? Cela démoraliserait l'armée, engendrerait une terrible crise de confiance ; les soldats déserteraient en masse. Par ailleurs ces mercenaires visaient particulièrement, au début du conflit, les chrétiens et les alaouites, réputés proches du régime. Pourquoi ce régime sèmerait-il la terreur et la désolation dans des populations qui le soutiennent ? Le simple bon sens doit nous amener à considérer l'hypothèse de l'instrumentation du terrorisme par le régime comme un énorme mensonge.

Mensonge qui du reste n'a rien de gratuit : Pendant longtemps les grands médias ont nié la présence de terroristes djihadistes sur le sol syrien. La situation néanmoins traînant en longueur, et les preuves de leur présence et de leurs exactions se multipliant, il devint à un moment impossible pour les grands médias de nier l'évidence. Comme cela n'allait cependant pas dans le sens de la version officielle initiale, il fallait accommoder cette reconnaissance d'une explication convenable. C'est ainsi qu'après avoir nié leur existence, les grands médias ont été contraints de modifier cette interprétation complotiste et mensongère. Du négationnisme ils sont passés au conspirationnisme.

Nous rappelons que le journal Le Monde avait avancé ce genre d'explication à propos de l'attentat qui avait décapité l'état-major syrien, le 18 juillet 2012. Bachar el-Assad aurait voulu en cette occasion effectuer une purge pour mieux asseoir une autorité qui lui échappait. Interprétation absurde, tirée par les cheveux, mais qui se comprend fort bien si le mot d'ordre obligatoire est de dire que le mal, tout le mal, ne peut venir que de « Bachar-el-Assad-et-de-son-régime-ignoble-qui-massacre-son-propre-peuple ». C'est bien digne de

cet outil idéologique mondialiste qu'est devenu le journal Le Monde avec les années.

L'hypothèse de l'irruption tardive du terrorisme en Syrie

On n'insistera pas assez sur la gravité de ce mensonge. Voici quelques faits cités par Bahar Kimyongür dans son livre *Syriana* publié fin 2011 aux éditions Investig'Action. Tous ces faits (qui ne sont qu'un échantillon), sont survenus dans la période où les intervenants du débat prétendent qu'il y avait uniquement des manifestants pacifiques.

- Le 17 avril, huit membres des forces de sécurité sont égorgés dans une petite commune de la banlieue de Deraa.
- Le 8 mai, dix policiers sont froidement égorgés à leur tour à Homs
- Le 19 avril, plusieurs officiers sont sauvagement massacrés. Trois enfants d'un général syrien sont achevés au sabre.
- Le 7 juin, 120 militaires et policiers sont attaqués dans leur caserne à Jisr el-Choughour à la frontière turco syrienne et décapités après avoir été tués. Al Jazeera et BBC ont préféré parler de 120 manifestants pacifistes tués par les forces de sécurité ! D'autres ont essayé de faire croire à la fable d'une mutinerie écrasée par leurs supérieurs hiérarchiques.
- Le 21 juillet, 13 soldats ont été tués et 100 autres blessés lors d'affrontements avec des groupes armés dans la ville de Homs. » (p 120-121).

Nous nous contenterons de rappeler, pour clore cette liste macabre, cet épisode particulièrement atroce survenu dès le début des événements. Nous sommes le 2 avril 2011. Nidal Jannoud (alaouite), le gardien du club des officiers de la ville de Banyas, sur la côte méditerranéenne, se fait arrêter par des hommes en armes en se rendant au marché. Les terroristes prenant souvent soin (sans doute par amour des Droits de l'homme), de filmer les boucheries qu'ils perpètrent, nous avons la vidéo de son lynchage. On voit ainsi qu'après l'avoir torturé, après lui avoir affreusement lacéré le visage, les rebelles le criblent de balles à l'arme automatique. Les 20 coupables seront retrouvés, condamnés, et avoueront (les traces vidéo étant irréfutables). On saura par la suite, que l'un des participants au lynchage était l'un des meneurs d'une manifestation « pacifique » appelant à la chute du régime dans la même ville. 6 jours plus tard, 9 soldats syriens à Banyas périront dans une embuscade tendue par un groupe armé.

De telles histoires sont malheureusement trop nombreuses pour être toutes rapportées. Elles attestent sans doute possible l'action violente et cruelle de groupes armés sur le sol syrien dès le début des événements. Nous ne pouvons imaginer que des « spécialistes » comme les personnes présentes à l'IMA puissent être passées à côté. Ce serait faire insulte à leurs « diplômés » et à leurs employeurs (le quotidien Le Monde par exemple) Elles connaissent cette réalité, mais ont choisi de la dissimuler aux citoyens qui s'étaient déplacés lors de cette journée. Cette posture est d'autant plus choquante quand on constate la barbarie dont font montre les mercenaires étrangers pour torturer et assassiner leurs victimes.

L'hypothèse de l'emploi d'armes chimiques

NB : Quand j'ai finalisé ce compte-rendu, le massacre de la Ghouta du 21 août 2013 n'avait pas encore été perpétré, raison pour laquelle je n'en parle pas ici. Je reviendrai longuement sur cet épisode dans une chronique ultérieure.

Cet argument était attendu et a été de nouveau lancé par Ziyad Majed. Des armes

chimiques pourraient être utilisées en Syrie. En effet, l'hypothèse est redoutable, et elle s'est réalisée... Le 19 mars dernier, un missile chimique a été tiré sur le village de Khan el-Aklass dans la banlieue d'Alep. Ce village, occupé depuis un mois par le Front al-Nosra, venait d'être repris d'être repris par l'armée syrienne. Le missile a fait trente victimes (femmes, enfants, vieillards, soldats), et en a intoxiqué une centaine d'autres. Les villageois ont unanimement dénoncé la provenance du missile : une zone contrôlée par le Front al-Nosra.

De manière tout à fait remarquable, cette information a été très peu relayée dans les grands médias. L'impossibilité de donner une version officielle crédible en est sans doute la cause. « Assad envoie des missiles chimiques sur les villages que son armée libère d'une organisation terroriste (le Front al-Nosra), il tue ainsi des civils qu'auparavant il protège... » Si c'était le cas ce serait vraiment ignoble, mais il faut être un demeuré ou un menteur pour croire un instant à un tel scénario, d'autant plus improbable que M. el-Assad sait que l'usage de ce genre d'armes amènera mécaniquement une opération décisive de renversement.

Le silence des médias sur ce point s'explique sans doute par le fait qu'ils sentent qu'ils ne peuvent pas mettre ce crime sur le dos d'el-Assad, que ce serait trop énorme à faire gober. En conséquence, au lieu de lancer le battage médiatique habituel, ils en parlent très brièvement, sans entrer dans le détail, et en renvoyant les deux parties dos à dos sans explication.

On voit bien avec cet exemple horrible, que pour les médias et le gouvernement français (M. Hollande et M. Fabius en tête), le problème ce n'est pas l'usage des armes chimiques en soi, mais uniquement celui qui y a recours. Si des « rebelles » utilisent des armes chimiques, ce n'est finalement pas si grave que cela. Si le régime de Bachar en utilise, en revanche, là une ligne rouge est franchie, et il faut faire 15 unes de suite dans la totalité des grands quotidiens subventionnés par l'État.

De comparaisons infâmes avec l'apartheid aux dénonciations infondées du possible usage de l'arme chimique, on voit que certains ne reculent devant rien dans ce mensonge organisé qu'est la couverture des événements de Syrie par les médias français.

Jack Lang, l'organisateur de cette journée

On peut s'interroger sur la personne qui a organisé cette journée de soutien à la rébellion et d'appel au renversement du régime syrien n'est autre que le récemment nommé directeur de l'Institut du Monde arabe, Jack Lang. Si Jack Lang a une incontestable expérience de l'État et des activités culturelles, son CV ne montre aucune expérience du monde arabe. C'est apparemment une région qu'il connaît très mal, et il ne parle même pas la langue qui donne son nom à l'institut. C'est donc un homme dépourvu de toute légitimité intellectuelle qui a organisé cette journée de solidarité avec le peuple syrien.

Cette initiative peut s'interpréter de plusieurs façons, par exemple :

1) Comme il ne connaît pas la situation en Syrie, qu'il ne connaît rien de l'histoire de la Syrie, qu'il en ignore la complexité, qu'il n'en connaît pas la langue, qu'il doit s'occuper de mille autres affaires concernant d'autres pays, il n'a pas eu le temps de s'informer correctement sur la réalité de la situation sur place, et est vulnérable à la propagande de médias comme Le Monde ou I télé, qui présentent les événements de Syrie de la même façon unilatérale et diabolisante.

2) En tant que membre du Parti socialiste, et soutien du gouvernement actuel (qui ne diffère en rien du précédent sur le sujet de la crise syrienne), il peut à l'occasion servir de courroie de transmission pour relayer sa propagande. Cette journée ne serait donc pas une initiative personnelle mais une initiative gouvernementale.

Il est certain dans tous les cas que la nomination d'une personnalité aussi illégitime a de quoi semer les doutes les plus profonds dans les esprits.

Une comparaison éclairante : le colloque organisé à l'Assemblée nationale le 20 février 2013 par l'Académie de géopolitique de Paris

Pour comprendre l'étendue de la fraude que représente ce « débat », il peut être utile de faire la comparaison avec d'autres événements du même genre. Quatre jours avant, le 20 février, nous avons assisté à un colloque sur la « Crise en Syrie : défi à la diplomatie mondiale ».

Ce colloque était organisé par l'Académie de géopolitique de Paris, et se tenait dans une annexe de l'Assemblée Nationale. Instructif et de haute volée, ce colloque se distinguait du faux débat de l'Institut du Monde arabe sur de nombreux points :

Les participants critiquaient majoritairement (tout ou partie) la version officielle martelée par les grands médias. L'animateur du colloque, le président de l'Académie de Géopolitique, a adopté une posture neutre du début à la fin du débat.

Aucune télévision n'était présente, ou n'a jugé utile de relater (ou de s'associer à) l'événement, qui n'a donc eu qu'un écho insignifiant dans l'opinion. Bassam Tahhan, le huitième intervenant de ce colloque, a révélé qu'il était interdit d'antenne sur France 24 (qui couvrait le « débat » le dimanche à l'IMA) depuis deux ans car son opinion n'allait pas dans le sens de la propagande du gouvernement français.

Certains intervenants ont joué sur l'émotion, mais dans l'ensemble ils se sont concentrés sur les faits et les arguments. Ils appelaient plus à la raison qu'à l'émotion. Ils ont remis la crise syrienne dans une perspective historique, informant que la situation actuelle prenait racine dans les années 20, ce qui n'a été signalé par aucun des intervenants de l'IMA.

À chaque fin de tour de parole, toutes les personnes présentes dans la salle pouvaient poser des questions, sans la moindre censure. Les intervenants se sont contestés sur des points généraux ou de détail, parfois avec vigueur. On ne ressentait pas cette impression comme à l'IMA d'être devant un groupe de clones invités pour matraquer sans arguments les mêmes slogans simplistes et incitant à la haine.

Le rôle des médias a été unanimement critiqué, alors qu'à l'IMA les intervenants leur rendaient hommage.

Bref, la véritable « Journée de solidarité avec le peuple syrien », et son fameux « débat » n'ont pas eu lieu le 24 février 2013 à l'Institut du Monde arabe, mais à l'Assemblée nationale, à la faveur du colloque organisé par l'Académie géopolitique de Paris, dont aucun média n'a rendu compte.

Conclusion

Nous pouvons, de ce résumé et de cette somme de remarques, tirer un certain nombre de conclusions :

Cet ensemble d'interventions ne peut en aucune façon être qualifié de « débat », et cet intitulé est donc mensonger.

L'intitulé de la « Journée » elle-même (« Journée de solidarité avec le peuple syrien »), qui semble neutre, est mensonger. Le titre : « Journée d'appel à la chute du régime de Bachar el-Assad » aurait beaucoup mieux convenu.

En appelant unanimement à armer « l'opposition », les intervenants acceptent le risque que ces armes tombent entre les mains de mercenaires sans pitié qui multiplient les attentats terroristes et les massacres. Ils prennent ainsi le risque de se rendre complices de crimes contre l'humanité. Ils ont menti en prétendant que les premiers mois de la crise il n'y avait que des manifestations pacifiques. Ils ont raconté n'importe quoi en avançant que le seul terrorisme en Syrie était le fait du gouvernement syrien.

Jack Lang n'a pas la moindre légitimité pour diriger l'Institut du Monde arabe, et doit être considéré dans cette affaire comme une simple courroie de transmission de la propagande gouvernementale.

L'IMA étant financé sur des fonds publics, très majoritairement français, l'organisation de cet événement s'apparente à un détournement de fonds publics à des fins de propagande.

L'argument avancé pour expliquer l'absence de contradicteurs dans ce débat (la comparaison avec le débat sur l'apartheid), est infâme et dénuée de fondement.

Ce « débat » révèle avec éclat, de nouveau, que les grands médias ont pour but, avant tout, non pas d'informer mais de relayer la propagande gouvernementale et de justifier des guerres injustes. Pour l'occasion ils sont allés encore plus loin : non seulement ils ont massivement couvert l'événement, mais ils s'y sont pour certains associés (I télé, Le Monde). Il est vrai maintenant, qu'à l'instar de l'IMA, le journal Le Monde n'est pas indépendant puisqu'il est financé à hauteur de 17 millions d'euros par an par l'État [chiffre de 2013]. Son rôle, en tant que « journal de référence » de la pensée unique, est de relayer la propagande du gouvernement en mentant au besoin à ses lecteurs. La preuve n'est malheureusement plus à faire.

Ce « débat » révèle que non seulement « l'État » tient les médias dans sa main, mais qu'il n'hésite pas à nommer des relais à la tête d'instituts financés sur des fonds publics, détournant ainsi l'argent public à des fins de propagande. Du reste, peut-on parler d'« État », existe-t-il encore un État en France ? C'est la question que l'on peut se poser en constatant l'alignement systématique des gouvernements de gauche comme de droite sur des positions atlantistes et européistes.

Plus généralement, les médias appliquent à la lettre la consigne de ne relayer qu'une seule opinion sur la crise syrienne.

On peut conclure ce compte-rendu en affirmant que ce débat constitue une opération de manipulation de l'opinion publique. Son financement par des fonds publics rend l'opération d'autant plus scandaleuse. Il est une nouvelle preuve de la dissolution irrésistible de l'État français, de son inféodation à des intérêts étrangers et d'une compromission de plus en plus évidente des médias comme Le Monde ou I télé.

(À suivre ... La prochaine chronique portera sur la couverture médiatique du point de vue des Chrétiens de Syrie)

Note

* Une première version de cette chronique est parue sur le site du [Comité Valmy](#) en 2013, raison pour laquelle elle ne fait pas référence à des événements ultérieurs et n'évoque que des événements des deux premières années de la guerre.

[1] Le bombardement de Hama marque la fin de la répression contre le coup d'État manqués des Frères musulmans. On parlait à l'époque de 8 000 morts.

La source originale de cet article est [arretsurinfo.ch](#)

Copyright © [François Belliot](#), [arretsurinfo.ch](#), 2015

Articles Par : [François Belliot](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca